

23 mai 1976 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# INTERVIEW ACCORDEE PAR M. VALERY GISCARD D'ESTAING A LA CHAINE N.B.C. POUR L'EMISSION "MEET THE PRESS" DIFFUSEE AUX ETATS-UNIS, LE 23 MAI 1976

M. MONROE.- NOTRE INVITE AUJOURD'HUI A L'EMISSION "MEET THE PRESS" EST LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, M. VALERY GISCARD D'ESTAING. M. GISCARD D'ESTAING, ANCIEN MINISTRE DES FINANCES, A ETE ELU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE IL Y A DEUX ANS CETTE SEMAINE. IL EST EN VISITE OFFICIELLE AUX ETATS-UNIS POUR COMMEMORER LE BICENTENAIRE AMERICAIN. AU DEBUT DE CETTE SEMAINE, IL A RENCONTRE LE PRESIDENT FORD ET S'EST ADRESSE AUX MEMBRES DU CONGRES REUNI EN SEANCE PLENIERE. CETTE INTERVIEW A ETE PREABLEMENT ENREGISTREE, CONTRAIREMENT A LA TRADITION DE L'EMISSION "MEET THE PRESS", PARCE QUE D'ICI QUE CETTE EMISSION SOIT DIFFUSEE, LE PROGRAMME DU PRESIDENT GISCARD D'ESTAING PREVOIT QU'IL AURA QUITTE CE PAYS. ASSIS A COTE DU PRESIDENT, M. CHRISTOPHER THIERRY, QUI SERVIRA D'INTERPRETE SI CELA S'AVERE NECESSAIRE. C'EST M. LAWRENCE SPIVAK, DE "NBC NEWS", QUI POSERA LES PREMIERES QUESTIONS AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

RELATIONS FRANCO - AMERICAINES` M. SPIVAK.- MONSIEUR LE PRESIDENT, UN RECENT ARTICLE DE "NEWSWEEK" RAPPORTE QUE VOUS ATTENDEZ DE VOTRE VISITE DANS NOTRE PAYS A L'OCCASION DU BICENTENAIRE PLUS QUE DES CEREMONIES ET DES DECLARATIONS DE BONNES INTENTIONS. VOULEZ-VOUS NOUS DIRE CE QUE VOUS ATTENDEZ LE PLUS DE VOTRE VISITE ? REPONSE.- J'EN ATTENDS DEUX CHOSES. LA PREMIERE, C'EST UNE DISCUSSION FRANCHE ET UNE ANALYSE DES PROBLEMES ACTUELS, LA SITUATION AU LIBAN PAR EXEMPLE, OU LE PROBLEME DE L'AVENIR DE L'AFRIQUE APRES LA CRISE DE L'ANGOLA, OU ENCORE CERTAINS DE NOS PROBLEMES BILATERAUX. MAIS EN SECOND \_LIEU, JE VOUDRAIS ESSAYER D'AMENER L'OPINION PUBLIQUE AMERICAINE A AVOIR UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE LA FRANCE D'AUJOURD'HUI CAR J'AI ETE FRAPPE PAR LE FAIT QUE LES REALITES FRANCAISES SONT ACTUELLEMENT MAL CONNUES. M. SPIVAK.- MONSIEUR LE PRESIDENT, ON A DIT QU'UNE DES CHOSES QUE VOUS SOUHAITEZ ACCOMPLIR AU-COURS DE VOTRE VISITE DANS NOTRE PAYS, C'EST DE METTRE FIN AUX DISCUSSIONS PASSEES ET D'ETABLIR DE SOLIDES LIENS D'AMITIE ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS. A CET EGARD, DANS QUELLE MESURE LA PARTIE OFFICIELLE DE VOTRE SEJOUR A-T-ELLE ETE UN SUCCES ? REPONSE.- IL FAUT VOIR LES CHOSES DES DEUX COTES. JE PENSE QUE NOUS SOMMES PARVENUS A FAIRE COMPRENDRE AU GOUVERNEMENT AMERICAIN ACTUEL CE QUE DOIVENT ETRE NOS RELATIONS, DANS LESQUELLES L'HISTOIRE, LA TRADITION ET L'INDEPENDANCE DOIVENT ETRE PRISES EN CONSIDERATION PARCE QUE NOUS AVONS DIX SIECLES D'HISTOIRE DERRIERE NOUS. MAIS NOUS SOMMES AUSSI UN PAYS QUI A DES LIENS SPECIAUX AVEC LES ETATS-UNIS, ET DE BONS RAPPORTS D'AMITIE, ET JE NE CROIS PAS QU'ON PUISSE Y VOIR UNE CONTRADICTION PARCE QUE NOUS AVONS LES MEMES CROYANCES. AUSSI JE CROIS SINCEREMENT QUE NOUS AVONS REUSSI A ETABLIR DES RELATIONS SATISFAISANTES, NORMALES, FONDEES SUR LE RESPECT MUTUEL ET SUR LA COMPREHENSION. M. SPIVAK.- Y A-T-IL DE VRAIS PROBLEMES.

.....  
AUJOURD'HUI, ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE ? REPONSE.- CERTES, IL Y A DES PROBLEMES, PARCE QUE NOUS AVONS DES OPINIONS DIFFERENTES SUR CERTAINES AFFAIRES, ET SUR CERTAINES QUESTIONS, MAIS IL N'EXISTE PAS A PROPRIEMENT PARLER CE QUE J'APPELLERAI DE L'ANTAGONISME

` RELATIONS FRANCO - AMERICAINES ` RELATIONS EUROPE - ETATS-UNIS ` M. KRAFT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LORS DE VOTRE INTERVENTION DEVANT LE CONGRES, VOUS AVEZ, PAR DEUX FOIS JE CROIS, DEMANDE AUX AMERICAINS DE MONTRER AUTANT DE CONFIANCE ENVERS L'EUROPE QUE CELLE-CI EN MONTRE ENVERS LES ETATS-UNIS. Y A-T-IL QUELQUES DOMAINES DANS LESQUELS VOUS AVEZ L'IMPRESSION QUE CE PAYS NE FAIT PAS ASSEZ CONFIANCE A L'EUROPE, ET S'IL EN EST AINSI, LESQUELS ? REPONSE.- D'UNE CERTAINE MANIERE, OUI. LES AMERICAINS, PAR EXEMPLE, NE CROIENT PAS, EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE, QU'ELLE SE CONSIDERE TOTALEMENT LIEE PAR SES ENGAGEMENTS. NOUS SOMMES MEMBRES DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ` OTAN ` , ET NOUS SOMMES TOTALEMENT LIES PAR LES ENGAGEMENTS QUE NOUS AVONS PRIS ALORS

` RELATIONS INTERNATIONALES ` M. KRAFT.- PARLONS DE LA MONTEE DES PARTIS COMMUNISTES EN EUROPE. PLUSIEURS PERSONNALITES OFFICIELLES AMERICAINES ONT FAIT, A CE PROPOS, DES DECLARATIONS FRACASSANTES. PENSEZ-VOUS QUE NOUS AVONS EXAGERE LE DANGER ? REPONSE.- NON, IL EXISTE UN VERITABLE PROBLEME, SURTOUT POUR LE MOMENT EN ITALIE. MAIS MON OPINION EST QU'IL N'EST PAS BON D'ESSAYER D'INTERVENIR DANS LES PROBLEMES D'AUTRES PAYS DONT LE GOUVERNEMENT RELEVE DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE, CAR C'EST LEUR PROPRE RESPONSABILITE. CE QUE JE CONSIDERE COMME NORMAL, C'EST D'EXPLIQUER CE QUE SERAIT LA REACTION, AU NOM DE LEURS INTERETS PROPRES, DE CES PAYS OU, PAR EXEMPLE, EXISTERAIT UNE INFLUENCE COMMUNISTE. EN CE QUI CONCERNE LA FRANCE, LE CAS EST DIFFERENT. LE PARTI COMMUNISTE EST HISTORIQUEMENT UN PARTI EN DECLIN. IL COMPTAIT, PAR EXEMPLE, DANS LES ANNEES 50, ENVIRON 800 000 MEMBRES. CE NOMBRE EST AUJOURD'HUI TOMBE, JE CROIS, A MOINS DE 500 000. M. KRAFT.- LAISSEZ-MOI REVENIR TRES BRIEVEMENT SUR CETTE QUESTION DE CONFIANCE. VOULEZ-VOUS DIRE QU'AUX ETATS-UNIS, NOUS PARLONS TROP ET TROP BRUYAMMENT DE CE DANGER ? REPONSE.- NON. VOUS POUVEZ PARLER DES CONSEQUENCES QUE CELA AURAIT POUR VOUS-MEMES, ET NOTAMMENT POUR VOTRE SECURITE. C'EST TOUT A FAIT NORMAL. MAIS VOUS NE DEVEZ PAS L'EXPRIMER DE MANIERE A INFLUENCER LE CHOIX DES ELECTEURS ITALIENS. CECI EST LEUR PROBLEME

` RELATIONS INTERNATIONALES ` RELATIONS EUROPE - ETATS-UNIS ` MME LEWIS.- TOUJOURS DANS VOTRE DISCOURS DEVANT LE CONGRES, MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ DIT QUE LA FRANCE FAISAIT LE PLUS GRAND CAS DES ENGAGEMENTS DES ETATS-UNIS ENVERS L'EUROPE. DANS LA PRESSE FRANCAISE, ON A BEAUCOUP PARLE RECEMMENT DU NOUVEL ISOLATIONNISME AMERICAIN, AU-POINT MEME QU'HIER ENCORE, ALORS QUE VOUS ETIEZ EN ROUTE POUR WASHINGTON, UN DE VOS JOURNAUX, A PARLE D'UNE "VIETNAMISATION" PROGRESSIVE DE L'EUROPE PAR LES ETATS-UNIS. DANS QUELLE MESURE CONSIDEREZ-VOUS QU'IL EXISTE UN RETRAIT DES FORCES AMERICAINES EN EUROPE ? REPONSE.- UN TEL DANGER N'EXISTE PAS ACTUELLEMENT, MAIS JE CROIS QU'IL EST TRES IMPORTANT DE FAIRE SAVOIR AUX AUTORITES AMERICAINES ET A L'OPINION PUBLIQUE AMERICAINE QUE POUR LES EUROPEENS, C'EST UNE QUESTION TRES GRAVE. NON PAS QUE NOUS EPROUVIONS POUR LE MOMENT UNE INQUIETUDE PARTICULIERE, MAIS IL FAUT QU'IL SOIT TRES CLAIR, ET QU'IL SOIT DIT TRES CLAIREMENT, QUE C'EST UNE QUESTION FONDAMENTALE POUR LA SECURITE EUROPEENNE

` RELATIONS FRANCO - AMERICAINES ` MME LEWIS.- LA SURENCHERE VERBALE A LAQUELLE TOUT LE MONDE EST SOUMIS AVEC LA CAMPAGNE ELECTORALE EN-COURS A-T-ELLE UN EFFET SUR VOTRE PERCEPTION DES INTENTIONS AMERICAINES. REPONSE.-

EH BIEN, PAS DU TOUT. MME LEWIS.- CELA FERA-T-IL UNE DIFFERENCE QUELCONQUE SELON QUE TEL OU TEL CANDIDAT SERA ELU ? REPONSE.- J'AI DEJA DIT, EN REPONSE A UNE AUTRE QUESTION, QUE NOUS N'AVONS PAS A INTERFERER DANS LES PROCESSUS DEMOCRATIQUES NATIONAUX, ET NOUS N'INTERFERERONS CERTAINEMENT PAS DANS LE VOTRE

RELATIONS INTERNATIONALES ` M. MONROE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, BEAUCOUP D'AMERICAINS ONT PENSE QUE LA FRANCE, EN SE RETIRANT DE L'ORGANISATION DE L'ALLIANCE, IL Y A ENVIRON DIX ANS, TEMOIGNAIT PEUT-ETRE A NOTRE EGARD DE SENTIMENTS QUELQUE PEU INAMICAUX, ET SE MONTRAIT EN TOUT CAS PEU COOPERATIVE. PUISQUE VOTRE GOUVERNEMENT S'EN TIENT A CETTE POLITIQUE QUI CONSISTE A S'OPPOSER A LA PRESENCE DE TROUPES AMERICAINES SUR LE SOL FRANCAIS ET A NE PAS PARTICIPER A L'ORGANISATION MILITAIRE, POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER LE PRINCIPE DE CETTE POLITIQUE ET POURQUOI VOUS VOUS Y TENEZ ? REPONSE.- JE VAIS ESSAYER, MAIS C'EST UNE QUESTION PLUTOT DIFFICILE. IL FAUT DISTINGUER DEUX ELEMENTS. LE PREMIER EST CELUI DE L'ALLIANCE, UNE ALLIANCE COMME NOUS EN AVONS EU DANS LE PASSE AVEC DIVERS PAYS, TELLE LA GRANDE-BRETAGNE, PAR EXEMPLE, OU AVEC LA POLOGNE AVANT LA GUERRE. NOUS AVONS TOUJOURS ETE FIDELES A NOS ALLIANCES. JE DOIS DIRE QUE NOUS SOMMES UN DES RARES PAYS DU MONDE DANS CE CAS. LE DEUXIEME ELEMENT EST CELUI DE LA CREATION, APRES LA GUERRE, D'UNE STRUCTURE MILITAIRE INTEGREE QUI NORMALEMENT N'EXISTE JAMAIS EN TEMPS DE PAIX. NORMALEMENT, CHACUN DISPOSE POUR SES PROPRES FORCES NATIONALES, ET CE N'EST QU'EN CAS DE GUERRE QUE L'ON A UN SYSTEME INTEGRE. AUSSI AVONS-NOUS DECIDE DE NOUS EN TENIR A LA SITUATION NORMALE, LAQUELLE CONSISTE A GARDER SOUS NOTRE PROPRE COMMANDEMENT L'ENSEMBLE DE NOTRE DEFENSE NATIONALE. NOUS POUVONS DONC TRES BIEN ETRE A LA FOIS UN MEMBRE A PART ENTIERE DE L'ALLIANCE ET GARDER LA PLEINE RESPONSABILITE DE NOTRE PROPRE DEFENSE NATIONALE. JE DIRAI QUE TELLE ETAIT LA STRUCTURE NORMALE LORSQUE LES ETATS-UNIS AVAIENT EUX-MEMES, AUTREFOIS, DES ALLIANCES. M. MONROE.- EST-CE QUE MALGRE TOUT LA NON-PARTICIPATION DE LA FRANCE A L'ORGANISATION MILITAIRE NE REPRESENTE PAS UN AFFAIBLISSEMENT DE L'OTAN ? EST-CE QUE CELA NE MET PAS LA FRANCE A MEME DE MOINS S'ENGAGER VIS-A-VIS DE L'OTAN QUE LES AUTRES MEMBRES ? REPONSE.- NON, LE PROBLEME N'EST PAS LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT, PARCE QUE CELLE-CI RELEVE DE L'ALLIANCE. LE PROBLEME POURRAIT ETRE UNE QUESTION D'EFFICACITE. MAIS CECI DEPEND DE LA CAPACITE QUE NOUS AVONS DE METTRE SUR PIED ET DE DEVELOPPER NOTRE PROPRE SYSTEME DE DEFENSE. JE VOUS DIRAI, PAR EXEMPLE, QUE NOUS SOMMES, JE CROIS, L'UNE DES DEUX NATIONS EUROPEENNES QUI, A L'HEURE ACTUELLE, ELABORENT LEUR PROPRE SYSTEME DE DEFENSE. NOUS AVONS MEME DECIDE D'ACCROITRE NOTRE BUDGET MILITAIRE AU-COURS DES CINQ ANNEES QUI VIENNENT, ET A MA CONNAISSANCE, NOUS SOMMES, AVEC UN AUTRE PAYS EUROPEEN, LES SEULS A LE FAIRE

M. SPIVAK.- MONSIEUR LE PRESIDENT, ON A RELEVE CETTE DECLARATION DE VOUS : "LES COMMUNISTES AU POUVOIR RESTERONT FIDELES A LEUR DOCTRINE, LAQUELLE EVIDEMMENT NE FAVORISE NI LA LIBRE ENTREPRISE, NI LA PARTICIPATION A L'OTAN, NI L'UNIFICATION EUROPEENNE". A LA LUMIERE DE CE PROPOS, QUELLES SERAIENT, SELON VOUS, LES CONSEQUENCES DE L'ARRIVEE DES COMMUNISTES AU POUVOIR EN ITALIE PAR LA VOIE D'ELECTIONS DEMOCRATIQUES ? REPONSE.- EH BIEN, JE CROIS QUE CE QUE J'AI DIT EST TRES CLAIR. J'AI DECLARE TOUT D'ABORD QUE NOUS N'AVONS PAS A PRENDRE DE DECISIONS POUR LES ITALIENS EUX-MEMES : CECI EST LEUR PROPRE RESPONSABILITE. MAIS NOUS POUVONS EMETTRE DES OPINIONS. NOUS SOMMES ENGAGES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE EUROPE UNIE, ET CETTE CONSTRUCTION DE L'EUROPE SE FAIT SUR LA BASE DE CERTAINS POSTULATS, DE CERTAINS PRINCIPES, - ET

L'UN EST LE MARCHÉ COMMUN, PARCE QUE NOUS AVONS DÉBUTÉ PAR LE MARCHÉ COMMUN `CEE`, QUI EST UNE ORGANISATION COMMUNE POUR LES ÉCONOMIES, POUR LE COMMERCE, LES LEGISLATIONS ET LES STRUCTURES. ET, BIEN ENTENDU, CE CI A ÉTÉ ORGANISÉ ENTRE DES PAYS QUI APPARTENAIENT À LA DITE ÉCONOMIE DE MARCHÉ. SI DONC LES COMMUNISTES ACCÈDENT AU POUVOIR EN ITALIE OU AILLEURS, JE PRÉSUME QUE C'EST AFIN DE POURSUIVRE LEURS PROPRES OBJECTIFS, LESQUELS CONSISTENT À INTRODUIRE UN CERTAIN DEGRÉ D'ORGANISATION COMMUNISTE DANS L'ÉCONOMIE ITALIENNE, ET CE CI SERA CONTRAIRE AUX RÈGLES COMMUNES SUR LESQUELLES NOUS NOUS SOMMES MIS D'ACCORD LORSQUE NOUS AVONS MIS SUR PIED L'ORGANISATION EUROPÉENNE. M. SPIVAK.- EN CE QUI CONCERNE L'OTAN, EST-CE QUE L'ORGANISATION DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE POURRAIT VRAIMENT PERMETTRE À L'ITALIE D'Y RESTER SI LES COMMUNISTES ARRIVAIENT AU POUVOIR ?

REPONSE.- LA QUESTION EST PLUS COMPLEXE, PARCE QUE CELA DÉPENDRA DE L'ATTITUDE QU'ADOPTERONT LES COMMUNISTES `PCI` S'ILS ENTRENT AU GOUVERNEMENT ITALIEN. MAIS IL EST FORT PROBABLE QU'IL EN SOIT COMME CE QUE NOUS AVONS CONSTATÉ DANS LES PAYS OCCIDENTAUX CES DERNIÈRES ANNÉES, OU LA POSITION DES COMMUNISTES A ÉTÉ RÉSOLUMENT OPPOSÉE À TOUTE PARTICIPATION À L'OTAN ET À SES ACTIVITÉS, CE QUI SUPPOSERAIT DONC UN CHANGEMENT CERTAIN.

M. SPIVAK.- MAIS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, NE CROYEZ-VOUS PAS QU'IL FAILLE AVERTIR LES ITALIENS DE CE QUI ARRIVERA SI LES COMMUNISTES ARRIVAIENT AU POUVOIR, ÉTANT DONNÉ QUE VOUS SAVEZ D'EXPÉRIENCE COMMENT AGISSENT LES COMMUNISTES QUAND ILS SONT AU POUVOIR ?

REPONSE.- CERTES, MAIS VOUS POUVEZ LE LEUR DIRE EN FAISANT VALOIR QUELLES SERONT LES CONSÉQUENCES QUE VOUS TIREREZ D'UNE TELLE SITUATION, MAIS NON PAS EN ALLANT LES METTRE EN GARDE CHEZ EUX. M. SPIVAK.- PUIS-JE ALORS VOUS DEMANDER QUELLES VONT ÊTRE CES CONSÉQUENCES ? SI LES COMMUNISTES ARRIVAIENT AU POUVOIR, SERIEZ-VOUS POUR LEUR EXCLUSION DE L'OTAN ?

REPONSE.- TOUT D'ABORD, COMME JE L'AI DIT, TOUT DÉPENDRA DE LEUR PRISE DE POSITION SUR CETTE QUESTION. S'ILS S'ENGAGENT AU MAINTIEN FERME ET CLAIR DE L'ITALIE DANS L'OTAN, CE CI DOIT ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION, MAIS JE CROIS QUE LE PROCESSUS POLITIQUE A SA PROPRE LOGIQUE, ET CETTE LOGIQUE N'EST PAS QU'UN PARTI COMMUNISTE ADHÈRE ET SOUTIENNE À LONG TERME L'ORGANISATION DE L'OTAN.

M. KRAFT.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, J'AIMERAI VOUS POSER UNE QUESTION QUELQUE PEU TECHNIQUE MAIS QUI EST, JE CROIS, UN SUJET DE CONTENTIEUX ENTRE VOTRE GOUVERNEMENT ET LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN : IL S'AGIT DE LA VENTE PAR LA FRANCE AU PAKISTAN D'UNE USINE DE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIÉS, CE QUI LUI DONNERAIT UNE CAPACITÉ NUCLEAIRE À DES FINS MILITAIRES. COMMENT JUSTIFIER CES VENTES, SINON POUR AIDER LES PAKISTANAIS À SE DÔTER DE L'ARME NUCLEAIRE ?

REPONSE.- POUR NOUS LA QUESTION S'EST POSÉE DEUX FOIS. LA PREMIÈRE FOIS, C'ÉTAIT AVEC LA CORÉE DU SUD, ET JE VOUS DIRAI QUE J'AI DÉCIDÉ DE M'OPPOSER À CE CONTRAT DE VENTE. J'AI LU DANS LA PRESSE QUE LE CONTRAT AVAIT ÉTÉ SUSPENDU À LA SUITE DE PRESSIONS EXERCÉES PAR LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN SUR LA CORÉE DU SUD. CE CI EST INEXACT. NOUS EN AVONS PRIS LA DÉCISION AVANT. M. KRAFT.- PUIS-JE INTERROMPRE POUR M'ASSURER QUE VOUS VENEZ DE DIRE QUE VOUS AVEZ DÉCIDÉ DE VOUS OPPOSER À CE CONTRAT ? VOUS MEME PERSONNELLEMENT ?

REPONSE.- JE VEUX DIRE MOI-MÊME, EN TANT QUE PERSONNE, OUI, J'AI DÉCIDÉ DE NE PAS L'ACCEPTER. EN CE QUI CONCERNE LE PAKISTAN, C'ÉTAIT DIFFÉRENT, PARCE QU'IL S'AGISSAIT D'UNE NÉGOCIATION EN-COURS DEPUIS DES ANNÉES, ET VOUS SAVEZ QUE CETTE CENTRALE DE RETRAITEMENT SERT NORMALEMENT À LA PRODUCTION DE COMBUSTIBLE POUR L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, ET NON PAS POUR LA PRODUCTION D'ARMES NUCLEAIRES. VOUS POUVEZ EN DÉTOURNER L'USAGE POUR LA CONSTRUCTION DE TELLES ARMES, MAIS UNE USINE DE CE GENRE SERT NORMALEMENT AU RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES POUR PRODUIRE ET

... DONNER DE L'ENERGIE. AUSSI AVONS-NOUS DEMANDE AUX PAKISTANAIS DE SE SOUMETTRE A TOUS LES CONTROLES PREVUS PAR L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE A VIENNE, ET LES PAKISTANAIS ONT ACCEPTE TOUS LES CONTROLES, TOUTES LES OBLIGATIONS, ET MEME - JE N'ENTRERAI PAS DANS LES DETAILS - MAIS NOUS LEUR AVONS DEMANDE DE SE SOUMETTRE A DES OBLIGATIONS PLUS STRICTES POUR UNE PERIODE DE 20 ANS, CE QU'ILS ONT ACCEPTE. AUSSI A-T-IL BIEN FALLU CONVENIR QU'ILS RESPECTERAIENT LEURS ENGAGEMENTS, ET NOUS AVONS ESTIME QUE NOUS POUVIONS CONVENIR, - DE MEME QU'AVEC D'AUTRES PAYS - , QUE NOUS N'AVIONS PAS DE RAISON DE METTRE EN DOUTE LEUR PAROLE S'ILS SOUSCRIVENT AUX GARANTIES

M. KRAFT.- J'AIMERAIS VOUS INTERROGER SUR DEUX POINTS OU MON INFORMATION EST PEUT-ETRE INSUFFISANTE. PREMIEREMENT, CONNAISSEZ-VOUS UN SEUL CAS OU LES DECHETS DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE AIENT ETE UTILISES A DES FINS DE PRODUCTION ENERGETIQUE PLUTOT QUE MILITAIRE ? DEUXIEMEMENT, EST-CE QUE LES MOYENS DE CONTROLE DONT DISPOSE L'AGENCE NE SONT PAS RIDICULES ? L'AGENCE DE VIENNE N'A-T-ELLE PAS QUE 70 INSPECTEURS ENVIRON POUR CONTROLER PLUS DE 90 PAYS ? REPONSE.- OUI, EN CE QUI CONCERNE VOTRE PREMIERE QUESTION, JE PENSE QUE VOUS AVEZ RAISON. IL N'Y A ENCORE JAMAIS EU DE CAS, MAIS PAS DANS L'AVENIR, - PARCE QUE LE PROCESSUS DE RETRAITEMENT EST POUR LES PAYS QUI N'ONT PAS ACCES A L'URANIUM ENRICHIS ET ILS REUTILISERONT LEUR COMBUSTIBLE POUR CE RETRAITEMENT & AUSSI DANS L'AVENIR, CE SERA UN USAGE NORMAL. QUANT A VOTRE DEUXIEME QUESTION, EH BIEN, NOUS AVONS ACCEPTE TOUS LES CONTROLES ET LES GARANTIES AYANT FAIT L'OBJET D'UN ACCORD INTERNATIONAL, TOUTES, SANS AUCUNE RESTRICTION, ET NOUS EN AVONS MEME AJOUTE UNE QUI EST COMPLIQUEE : NOUS AVONS DEMANDE AU PAKISTAN DE S'ENGAGER A NE PAS CONSTRUIRE DE LEUR COTE D'USINE SIMILAIRE AVEC LEUR PROPRE TECHNOLOGIE. AINSI, NOUS AVONS TOUTES LES GARANTIES POSSIBLES. MAIS JE DOIS VOUS DIRE QUE C'EST UNE QUESTION TRES GRAVE ET QUE NOUS EN AVONS PARLE AVEC LE PRESIDENT FORD ET M. KISSINGER, PARCE QU'EN CE QUI ME CONCERNE, IL EST TRES IMPORTANT QUE LA FRANCE, QUI A LA CAPACITE NUCLEAIRE, NE SOIT PAS UN INSTRUMENT DE DISSEMINATION DU RISQUE NUCLEAIRE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI. KRAFT.- LE PRESIDENT FORD ET M. KISSINGER ONT-ILS AGREE VOTRE PROPOSITION ? REPONSE.- JE NE DIRAI PAS CELA, NON. NOUS EN AVONS DISCUTE, MAIS C'EST UNE QUESTION REELLEMENT COMPLEXE SUR-LE-PLAN TECHNIQUE. ON CONSIDERE PAR EXEMPLE QUE LA SEULE FACON D'AIDER UN PAYS A SE DOTER D'ARMES NUCLEAIRES EST PAR CETTE USINE DE RETRAITEMENT, MAIS ON PEUT TOUT AUTANT L'AIDER EN CONSTRUISANT, PAR EXEMPLE, UNE SORTE DE CENTRE D'ETUDES ATOMIQUES QUI LUI DONNERA LA CONNAISSANCE TECHNOLOGIQUE, AUSSI LE PROBLEME N'EST-IL PAS SIMPLEMENT CELUI DES RESTRICTIONS A L'EXPORTATION D'USINES DE RETRAITEMENT. NOUS SOMMES ENGAGES DANS UNE TRES SERIEUSE DISCUSSION ET AU NOM DE LA FRANCE, ET NON PAS PARCE QUE JE SERAIS SOUMIS A DES PRESSIONS, JE CONSIDERE QUE C'EST UNE QUESTION TRES IMPORTANTE

LEWIS.- VOUS EVOQUIEZ TOUT A L'HEURE, MONSIEUR LE PRESIDENT, L'EVENTUALITE DE L'ENTREE DES COMMUNISTES DANS LE GOUVERNEMENT EN ITALIE. EN FRANCE, L'OPPOSITION EST UNE ALLIANCE ENTRE LES SOCIALISTES ET LES COMMUNISTES, ET LES SONDAGES ONT RECEMMENT MONTRE QU'ILS ONT UNE TRES BONNE CHANCE DE GAGNER. IL Y A EU UN SONDAGE JUSTE LA SEMAINE DERNIERE EN FRANCE, PORTANT SUR LA QUESTION DE SAVOIR - ETANT DONNE QUE VOTRE MANDAT VOUS CONDUIT JUSQU'A 1981 SANS NOUVELLE ELECTION - CE QUE LES FRANCAIS PENSENT QUE VOUS DEVRIEZ FAIRE SI L'OPPOSITION SOCIALO-COMMUNISTE L'EMPORTAIT. 44 % DES PERSONNES INTERROGEEES REPONDAIENT QUE VOUS DEVRIEZ DEMISSIONNER, ET 43 % ESTIMAIENT QUE VOUS DEVRIEZ NOMMER COMME PREMIER MINISTRE LE CHEF DE

L'OPPOSITION ET LEADER SOCIALISTE, ET LE LAISSER GOUVERNER COMME IL L'ENTEND. QUE FEREZ-VOUS ? REPONSE.- LA FRANCE N'EST PAS GOUVERNEE PAR LES SONDAGES. LA FRANCE EST GOUVERNEE PAR UN PROCESSUS DEMOCRATIQUE. TOUT D'ABORD, J'AI ETE ELU, VOICI DEUX ANS, ET SI JE N'AVAIS PAS ETE ELU, NOUS AURIONS DES COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT EN FRANCE, DEPUIS DEUX ANS. VOUS CONNAISSEZ TRES BIEN LES AFFAIRES POLITIQUES EN FRANCE ET VOUS SAVEZ QUE SI JE N'AVAIS PAS ETE CANDIDAT, ET SI JE N'AVAIS PAS ETE ELU, TEL AURAIT ETE LE CAS. ET NOUS NE DISCUTERIONS PAS, A L'HEURE ACTUELLE, DE CE QUI ARRIVERAIT DANS L'AVENIR, MAIS NOUS DISCUTERIONS DU FAIT QUE DEPUIS DEUX ANS, ET POUR SEPT ANS - C'EST-A-DIRE ENCORE CINQ ANS - NOUS AURIONS EN FRANCE UN GOUVERNEMENT AVEC DES COMMUNISTES. MAINTENANT, PARLONS DE MON MANDAT. J'AI ETE ELU POUR SEPT ANS. JE RESTERAI EN FONCTIONS PENDANT SEPT ANS. CECI EST MA RESPONSABILITE PROPRE, ET NE DEPEND NI DE L'OPINION, NI DES SONDAGES. MME LEWIS.- VOUS DITES BIEN, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE VOUS AVEZ L'INTENTION DE RESTER A L'ELYSEE QUELLE QUE SOIT LA MAJORITE ENVOYEE AU PARLEMENT PAR LES ELECTIONS LEGISLATIVES ? REPONSE.- ABSOLUMENT. OUI

MME LEWIS.- LA CONSTITUTION FRANCAISE EST TRES AMBIGUE SUR LE FONCTIONNEMENT DU GOUVERNEMENT DANS UNE TELLE EVENTUALITE. COMMENT L'INTERPRETEREZ-VOUS ? REPONSE.- NON, LA CONSTITUTION FRANCAISE EST TRES CLAIRE, MAIS IL EXISTE TOUJOURS UNE POSSIBILITE DE CONFLIT ENTRE LES POUVOIRS ENTRE LA BRANCHE EXECUTIVE, ELUE PAR VOTE POPULAIRE, ET LE PARLEMENT, QUI EST EGALEMENT ELU PAR VOTE POPULAIRE, MAIS CES DEUX POUVOIRS NE SONT PAS ELUS AU MEME MOMENT. LA CONSTITUTION PREVOIT QUE LE PRESIDENT CHOISIT LE PREMIER MINISTRE. JE CHOISIRAI LE PREMIER MINISTRE. ENSUITE LE PARLEMENT A LE DROIT DE VOTER UNE MOTION DE CENSURE CONTRE LUI, - ET NOUS AVONS DONC LA L'ARTICULATION. MA RESPONSABILITE SERA DE CHOISIR UN PREMIER MINISTRE. JE LE FERAI

` RELATIONS FRANCO - AMERICAINES ` AERONAUTIQUE ` M. MONROE.- IL NOUS RESTE TROIS MINUTES ENVIRON. MONSIEUR LE PRESIDENT, PERMETTEZ-MOI DE VOUS INTERROGER SUR LE CONCORDE CET AVION SUPERSONIQUE A BORD DUQUEL VOUS ETES VENU DANS CE PAYS, ET QUI EST CONSTRUIT CONJOINTEMENT PAR LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE. IL SEMBLE QUE L'ON CROIT EN FRANCE QUE L'OPPOSITION MARQUEE AUX ETATS-UNIS A L'ATTERRISSAGE DU CONCORDE DANS CE PAYS SOIT EN QUELQUE SORTE UNE MANIFESTATION D'HOSTILITE, OU DE PARTIALITE. LES FRANCAIS NE PEUVENT-ILS PAS COMPRENDRE QUE CETTE OPPOSITION AU CONCORDE EST LE MEME GENRE D'OPPOSITION QUI A FAIT ECHEC AU CONGRES A L'AVION SUPERSONIQUE AMERICAIN ? REPONSE.- SI, NOUS COMPRENONS CELA, MAIS C'EST UN FAIT QU'IL Y A DANS LE MONDE UN GRAND NOMBRE DE VOLS SUPERSONIQUES, EN-PARTICULIER DE VOLS MILITAIRES. CE N'EST DONC PAS LE VOL D'UN SEUL LONG-COURRIER COMMERCIAL QUI VA MODIFIER L'ENVIRONNEMENT DU MONDE. NOUS CONSIDERONS PAR AILLEURS QUE LE NIVEAU DE BRUIT ET DE VIBRATION DU CONCORDE EST PROBABLEMENT INFERIEUR A CE QUE L'OPINION PUBLIQUE AMERICAINE CROIT. ET C'EST CE QUE J'AI REMARQUE DANS LA PRESSE ET DANS LES REACTIONS PUBLIQUES, APRES NOTRE ATTERRISSAGE REUSSI A WASHINGTON. M. MONROE.- VOUS NE CROYEZ DONC PAS QUE L'OPPOSITION AMERICAINE AU CONCORDE RELEVE DE LA PARTIALITE OU DE L'HOSTILITE : S'AGIRAIT-IL D'UNE MEPRISE ? REPONSE.- OUI, JE CROIS QU'IL S'AGIT D'UNE MEPRISE, ET JE DOIS DIRE QU'EN CE QUI CONCERNE LES AUTORITES FEDERALES, C'EST AVEC IMPARTIALITE QU'ELLES ONT TRAITE L'AFFAIRE DU CONCORDE

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS INTERNATIONALES ` M. SPIVAK.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ A PLUSIEURS REPRISES DECLARE QUE LA FRANCE NE RETOURNERAIT PAS DANS L'ORGANISATION MILITAIRE DE L'OTAN. QU'ADVIENDRAIT-IL SI D'AUTRES PAYS MEMBRES DE L'OTAN, ET QUI ONT DES TROUPES DANS L'OTAN,

ADOPTAIENT UNE POSITION INDEPENDANTE COMME LA FRANCE ? REPONSE.- JE CROIS QUE CELA NE CHANGERAIT PAS FONDAMENTALEMENT LE FONCTIONNEMENT DE L'ALLIANCE. JE CROIS QUE C'EST UN PROBLEME TECHNIQUE. M. SPIVAK.- COMMENT LA SECURITE EN EUROPE EN SERAIT-ELLE AFFECTEE ? REPONSE.- LA DECISION PRINCIPALE NE CONCERNE PAS L'ORGANISATION EN TEMPS DE PAIX. LA DECISION PRINCIPALE CONCERNE L'USAGE QUE VOUS FEREZ DE VOS FORCES EN CAS DE GUERRE. LES DEUX QUESTIONS SONT TOUT D'ABORD : PARTICIPEREZ-VOUS A LA GUERRE, ET C'EST UNE QUESTION QUI EST RESOLUE AU-SEIN DE L'ALLIANCE. DEUXIEMEMENT, COMMENT ORGANISERIEZ-VOUS VOS FORCES, ET CECI PEUT ETRE DISCUTE. M. MONROE.- IL RESTE ENVIRON VINGT SECONDES. M. KRAFT.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ SOULIGNE QUE LA FRANCE A DECIDE DE RENFORCER SA DEFENSE NATIONALE. IL EST EVIDENT QUE LES ETATS-UNIS NE RESTERONT PAS ETERNELLEMENT EN EUROPE. LA MISE SUR PIED D'UNE ORGANISATION DE DEFENSE EUROPEENNE VOUS PARAIT-ELLE SOUHAITABLE, ET AURAIT-ELLE DES CHANCES DE POUVOIR ETRE REALISEE ? REPONSE.- EH BIEN, PAS POUR LE MOMENT. JE CROIS QUE LA STRUCTURE DU MONDE TEL QU'IL EST REPOSE SUR UN EQUILIBRE ENTRE LES FORCES DE DISSUASION DE L'U.R.S.S. ET DES ETATS-UNIS. M. MONROE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE REGRETTE DE VOUS INTERROMPRE MAIS NOTRE TEMPS D'EMISSION EST REMPLI. MERCI BEAUCOUP D'AVOIR ACCEPTE DE PARTICIPER AVEC NOUS AUJOURD'HUI A L'EMISSION "MEET THE PRESS"Ö\